

**Clôture du congrès de
Villes de France 2019**
Vendredi 14 juin 2019 à 12h
Albi – Grand théâtre des Cordeliers

Monsieur le Premier Ministre,
Madame la Ministre, chère Jacqueline Gourault,
Monsieur le Ministre, cher Olivier Dusopt,
Monsieur le Ministre, cher Sébastien Lecornu,
Monsieur le Préfet,
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le Président délégué, Cher Jean-François Debat,
Madame le Maire d'Albi, chère Stéphanie,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs les partenaires de Villes de France,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Nous clôturons aujourd'hui un très beau congrès.

Un congrès placé sous le signe de l'espérance et de l'avenir.

Un congrès qui s'inscrit aussi dans un moment historique particulier.

Il est le premier qui suit la crise des « gilets jaunes » et le grand débat national auquel elle a donné lieu.

Nous le savons tous, ces deux événements feront date dans l'histoire de la V^{ème} République. Il ne s'agit pas d'un simple soubresaut ni d'un épiphénomène concernant le mouvement des « gilets jaunes » et le grand débat est beaucoup plus qu'un exercice de communication réussi.

Monsieur le Premier Ministre, n'entendez aucune provocation dans ce que je vais dire. Après des mois de manifestations et de rassemblements - et au risque de vous choquer - je veux souligner l'importance de ce que les gilets jaunes ont exprimé et dire que finalement cette crise a été salutaire.

Comprenez-moi bien : je ne parle ni des casseurs, ni des « blacks blocs » qui ont saccagé nos rues et nos commerces de centre-ville, s'en prenant de manière criminelle aux policiers et gendarmes.

Simplement, je pense à ces femmes et à ces hommes qui, dans les premières semaines du mouvement, ont pacifiquement occupé nos giratoires.

Car ce sont eux qui ont donné un visage à nos agglomérations périurbaines, un vrai visage, celui du pays réel.

Un visage que tous déjà, nous, maires de villes moyennes, connaissions pour les recevoir chaque semaine dans nos permanences.

Ces gilets jaunes, nous ont dit leurs difficultés à vivre décemment du revenu de leur travail, ne l'oublions pas.

Ils ont, d'une certaine façon, légitimé le combat de notre association, qui réclame depuis des années la mise en place de politiques publiques adaptées à nos villes dites moyennes et le maintien des services publics qui sont essentiels à la solidarité sociale et à l'égalité territoriale.

Ce congrès vient aussi à la suite du grand débat national qui - et ce n'est pas le moindre de ses mérites - a remis les maires au coeur du débat.

Les téléspectateurs des chaînes d'information en continu qui ont suivi en nombre ces longues heures de débat ont pu découvrir, loin des discours populistes néfastes stigmatisant, en bloc, « le système politique », « les élus », l'exceptionnelle diversité des maires.

Ils ont pu appréhender la pluralité de ces femmes et ces hommes aux vies ordinaires, engagés dans un mandat qui est, lui, extraordinaire de difficultés.

De ce temps original de la vie démocratique, nous devons vous remercier, Monsieur le Premier Ministre, vous qui vous y êtes impliqués avec les membres du gouvernement.

Je voulais dire cela en introduction et, si vous me le permettez, rapidement, mais je l'espère clairement, insister, dans ce moment, sur la responsabilité particulière des villes que nous représentons.

On a parlé dans les médias, pour nos villes, encore il y a peu, de crise. On a même pu parfois lire des articles se penchant sur ce qui, disait-on, tuait les villes moyennes.

Oublions un instant nos difficultés, même si elles sont réelles. Pensons plus loin.

Et si nos villes étaient aussi, je ne dis pas « toute la solution », mais au moins « une partie de la solution » - et peut-être une partie centrale - face aux crises qui ont nourri le mouvement des gilets jaunes ?

Qu'est-ce que nos concitoyens ont pointé ?

Que la réponse à l'urgence écologique devait être combinée avec une réponse à l'urgence sociale.

Qu'il ne fallait pas nécessairement plus d'impôt et de taxes mais une action publique plus lisible et plus efficace.

Rudes défis que cela.

Je partirai du dernier point.

Une action publique plus efficace, donc plus rapide – ce qui, si j'ai bien compris, est aussi un souhait, une ambition du gouvernement.

Nos villes moyennes, il me semble, sont armées pour cela.

Suffisamment « petites » entre guillemets pour bien connaître leurs territoires sans se perdre dans de longues études préparatoires.

Et suffisamment outillées en ingénierie, grâce à leurs services ou à ceux des EPCI auxquelles elles appartiennent, pour savoir déployer sur le terrain des dispositifs techniques, juridiques et partenariaux efficaces.

Que l'on songe à cela.

Je plaide fortement pour que le gouvernement entende cet appel - en y ajoutant le soin qui doit être apporté à nommer, dans les territoires, des préfets, des directeurs départementaux des territoires, des architectes des bâtiments de France, des responsables de France Domaine qui soient aussi des facilitateurs. Et j'insiste sur ce mot de facilitateurs !

Vous m'aurez tous compris pour l'avoir vécu.

Et surtout, il ne s'agit pas d'une réforme effroyablement complexe, elle n'implique aucun texte, aucun budget spécifique, aucun délai, juste une attention dans les recrutements, de la perspicacité dans les choix... bref du management comme nous le faisons nous-mêmes, dans nos villes, pour nos postes clés d'encadrement.

Quant à la nécessité de combiner dans une même vision les problèmes de fin de mois et de fin du monde, pour reprendre une formule en passe de devenir proverbiale, je crois bien que la clé de cette combinaison est à trouver au cœur de nos cités.

Villes moyennes, nous sommes les villes des classes moyennes, dans un moment où les métropoles connaissent, elles, un processus de gentrification - ce que l'on appelle familièrement la « boboïsation ».

C'est en effet en grande partie dans nos villes que la question sociale se joue mais combinée aux défis écologiques, puisque nous sommes aussi des villes, j'oserais dire, « à la campagne », celles où la nature, les trames vertes et bleues, sont les plus présentes. Ce n'est pas dans Paris que passent les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité qu'il nous faut préserver. Ces corridors et réservoirs sont dans nos villes, les unes adossées à des forêts, les autres enfouies dans des vallées, certaines encore proches d'un littoral ou d'un massif montagneux. Dans nos villes, l'opposition urbain-nature est moins forte qu'ailleurs. J'ai parlé de ville à la campagne, je devrais avec raison parler plutôt de campagne dans la ville.

Nos villes sont un pont entre deux mondes : celui de l'hyper-urbanité et celui de la ruralité. Nous témoignons d'un long passé, celui qui fait l'identité de la France, ce pays fait de multiples pays comme le rappelait Fernand Braudel, dont nos villes sont les petites capitales.

Et au cœur de ces « petites capitales », les maires jouent un rôle particulier.

On se tourne toujours vers la ville et le maire.

Nous le constatons quotidiennement.

Quand ça ne va pas, nos concitoyens vont voir le Maire.

Et finalement, quand le pays traverse des difficultés, le Président de la République va voir les Maires. Les Maires sont le trait d'union de la République, l'armature politique de notre organisation territoriale.

Chers collègues,

Le thème de notre Congrès 2019 : « Mieux vivre au quotidien dans les villes de France », souligne évidemment les forces de notre réseau de villes. Il nous incite aussi à soulever des interrogations, voire des inquiétudes légitimes et à formuler des propositions exigeantes et constructives.

L'avenir de nos territoires doit être traité avec lucidité.

Monsieur le Premier ministre, nous avons trois sujets de préoccupation et d'inquiétude :

- **Nous souhaitons que l'autonomie financière de nos collectivités soit assurée, notamment à l'aune de l'annonce du scénario de remplacement de la taxe d'habitation.**

Depuis des années, nous assumons toujours plus de missions avec toujours moins de moyens. Si vous vous engagez dans une réforme d'ampleur de la fiscalité locale, redonnez-nous de l'autonomie, de la visibilité et de la stabilité. Nos villes sont des pôles de centralités qui irriguent les territoires péri-urbains et ruraux qui les entourent ; elles assument des charges qu'il convient de prendre en compte.

En ce qui concerne le remplacement de la taxe d'habitation, nous demandons la compensation à l'euro près dans le temps. Il s'agit quand même de compenser 24 milliards d'euros, soit le tiers de nos recettes.

Je rappelle également l'attachement de Villes de France à la notion de cohésion des territoires et de son corolaire, la réduction des inégalités de ressources et de charges entre territoires. C'est ce que l'on appelle la péréquation. Si vous souhaitez transférer au bloc local le foncier bâti départemental, le compte n'y sera pas. Villes de France demande donc le transfert par ailleurs d'une fraction d'impôt national qui à notre sens doit être de la TVA.

Ce scénario, nous le soutenons depuis un an, il nous semble équitable à l'heure où un effort est porté sur les villes moyennes à travers le dispositif Action Cœur de Ville.

- **En ce qui concerne justement le programme Action Cœur de Ville, que notre association a élaboré au côté du Gouvernement, nous souhaitons sa poursuite au-delà de 2022.**

Ce plan de 5 milliards d'euros répond en grande partie aux attentes exprimées de longue date par notre association. C'est du concret, c'est un coup de projecteur financier et politique sur des villes qui ont été les grandes oubliées des politiques publiques ces 20 dernières années.

Il nous faut maintenant aller plus vite et plus loin. Il faut que les projets que nous portons aboutissent.

Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre, notre association sera à vos côtés dans ce processus qui nous semble indispensable. Nous avons déjà commencé à l'améliorer à travers la prise en compte d'un domaine cher à notre association, celui de la formation et de l'enseignement supérieur de proximité. La Ministre a annoncé son extension aux secteurs de la biodiversité et de la transition écologique la semaine dernière ; cela nous semble aller dans le bon sens.

Je forme aujourd'hui le souhait de voir pérennisé le plan Action Cœur de Ville car les villes moyennes sont des villes d'avenir. Un avenir qui s'écrit maintenant, avec le soutien des pouvoirs publics. Et je ne saurais finir sur Action Cœur de Ville sans saluer l'engagement des partenaires du plan : la Banque des Territoires, Action Logement et l'ANAH.

- **Enfin, à l'issue du grand débat, des annonces ont été faites à destination des collectivités. Il vous revient, Monsieur le Premier Ministre, de les rendre plus concrètes.**

À Villes de France, nous voulons y voir clair, plus qu'un grand bouleversement à quelques mois des prochaines élections municipales, nous voulons de la simplicité et de la stabilité pour plus de cohérence de l'action publique locale.

Là encore, confortons ce qui va dans le bon sens et toilettons tout ce qui mérite de l'être, notamment à l'issue de la loi NOTRe. Nous souhaitons, par exemple, un assouplissement dans l'exercice de certaines compétences, dans les domaines de l'eau, des déchets ou de l'urbanisme notamment.

Nous militons par aussi pour un rééquilibrage de la gouvernance des intercommunalités, en prenant mieux en compte le critère démographique. Trop de villes-centres se sentent aujourd'hui diluées dans de larges périmètres intercommunaux. La vitalité de la ville-centre est pourtant déterminante pour le reste de l'intercommunalité. Cette situation mérite d'être clarifiée.

Monsieur le Premier Ministre,

Vous souhaitez enfin apporter des améliorations au statut de l' élu. Ce n' est pas une question auto-centrée, elle mérite, au contraire, d' être posée. Elle le mérite d' un point de vue juridique et nous devons aussi réfléchir à cette question d' un point de vue sociologique.

Le champ des réflexions, dans ce domaine, est ouvert. De nombreux aspects sont déjà dans le débat public, je les rappelle ici pour mémoire.

Le statut de l' élu, c' est favoriser l' engagement de nos concitoyens dans la vie municipale en les accompagnant réellement.

C' est diversifier les profils des élus locaux, c' est enrichir notre paysage politique local.

Nous devons nous poser la question de l' accompagnement plus fort des hommes et tout particulièrement des femmes en politique, car elles éprouvent souvent les plus grandes difficultés à se libérer et à s' engager dans la vie municipale.

Face à l' enchevêtrement des compétences, nous devons développer une vraie politique de formation à destination des élus locaux.

Monsieur le Premier Ministre, votre présence à nos côtés aujourd' hui est un signe de confiance. Nous vous en remercions, comme nous l' avons fait le 12 décembre dernier à l' occasion des 30 ans de l' association que vous êtes venu célébrer avec nous.

J' associe bien sûr à ces remerciements vos Ministres : Jacqueline Gourault et Sébastien Lencornu, avec lesquels nous entretenons des relations de travail permanentes et constructives, et Olivier Dussopt qui connaît bien nos collectivités et qui a cette très belle expérience de Président d' association d' élus !

Je veux également saluer Gabriel Attal qui nous a fait le plaisir d' être parmi nous hier soir et ce matin.

Chère Stéphanie Guiraud-Chaumeil, au nom de Villes de France, un immense merci pour ton accueil dans cette magnifique ville d' Albi. Ton implication a été déterminante dans l' organisation et dans la réussite de notre congrès. Nos remerciements s' adressent aussi à toutes tes équipes de la ville et de l' agglomération. La barre est haute pour les prochains congrès !



Enfin, vous me permettrez de saluer Jean-François Debat, notre Président délégué. Le pluralisme est une grande force de notre association. Il est une force parce qu'il s'exprime toujours dans le respect des sensibilités de chacun et parce qu'au final, il en ressort toujours un message politique cohérent et structuré. J'associe à ces remerciements bien sur le Bureau et du Conseil d'administration de Villes de France !

J'ai été trop longue et je m'en excuse mais au moment de conclure, je tiens à vous assurer Monsieur le Premier Ministre que face aux défis qui nous attendent, les Villes de France seront à vos côtés avec vigilance bien sur, mais avec la volonté de faire gagner nos villes, nos territoires et la France !

Je vous remercie.